

Histoire de la France contemporaine

M. Maurice AGULHON, professeur

I. COURS

Il a eu lieu du 31 janvier au 28 mars, puis du 25 avril au 9 mai, soit douze leçons (compte non tenu des deux leçons données au Centre d'études doctorales de Toulouse — voir plus loin).

L'intitulé, *Les symboles politiques de la France depuis 1914*, et le contenu correspondant, se justifiaient ainsi. Il s'agissait, principalement, de donner suite au projet permanent de consacrer une étude complète et une réflexion neuve au phénomène singulier de la représentation en femme (représentation plastique au féminin, évocation sous un nom féminin, etc.) de la République française. Ce projet qui a déjà donné lieu à deux ouvrages, sous le titre commun de « l'imagerie et la symbolique républicaines » : *Marianne au Combat 1789-1880* (en 1979) et *Marianne au pouvoir 1880-1914* (en 1989), ce projet, disions-nous, comportera un troisième et dernier volume, de 1914 à nos jours, dont les matériaux sont assez nombreux et cohérents pour que nous puissions en exposer oralement au moins les grandes lignes. D'autre part, l'expérience des ouvrages précédents et de leur réception a fait apparaître qu'il était utile de compléter mieux que nous ne l'avions fait l'étude exhaustive et fine d'un symbole unique, si important fût-il, par celle de la panoplie des symboles voisins ou concurrents. Cet élargissement devenait d'autant plus légitime que l'un des résultats les plus clairs de l'étude longue de la femme à bonnet phrygien était la tendance de son message à glisser de l'identification République à l'identification France, du partisan au national en quelque sorte (sans que pourtant le côté partisan originel soit totalement oublié). Nous nous sommes déjà souvent expliqués sur ces complications et ces contradictions. On ne les a rappelées ici que pour justifier le choix, pour le cours proposé en 1993-1994, non seulement de « symboles politiques » écrit au pluriel mais d'un « de la France » substitué à « de la République ». Le déroulement de ce projet a été le suivant.

La situation en 1914

Au sens précis du terme la France est pauvre de symboles visuels en dehors du drapeau, et de l'allégorie féminine du régime républicain. Il n'y a pas chez nous d'image fixe et familière de la France-nation qui soit l'équivalent par exemple de Britannia ; pas d'animal héraldique ; l'image du chef d'Etat est voulue discrète et exprèsment non-monarchique ; enfin aucune image stéréotypée du français moyen n'a jamais fourni de pendant à John Bull. Pour combler ces carences évidentes, on tourne autour du Coq, et autour de mythiques ancêtres gaulois, mais divers handicaps les entravent (le Coq n'est qu'un animal de basse-cour ; quant au gaulois, son côté anti-romain contredit la prétention française à être le successeur culturel de Rome, etc.). La plus évidente conséquence de cet état de choses est la polysémie confusionniste de l'image de « Marianne », tantôt République et tantôt France, tantôt Etat et tantôt Peuple, tantôt symétrique de Georges V et tantôt de John Bull. Cette omniprésence suscite dans notre culture une curieuse familiarité avec le genre allégorique ; la *Marseillaise*, par exemple, n'est pas seulement chantée, mais personnifiée (peinte, sculptée, statufiée), comme si la pauvreté de notre symbolique nous disposait à inventer des déesses...

Il est vrai que, au-delà des symbolisations visuelles précises de la Patrie, il y a d'autres façons plus générales d'en évoquer la réalité morale. Il est bien connu qu'il en existe deux, antagonistes (la France « fille aînée de l'Eglise » ou la France missionnaire de la Révolution), encore qu'elles s'accordent sur la valeur Patriotisme. Chaque camp a ses hauts lieux, ses monuments phares, et ses grands hommes préférés, généreusement statufiés. La France de la tradition royaliste pure, liée au catholicisme le plus intransigent, a, dans l'agglomération parisienne, des repères naturels, quoique un peu confidentiels (Basilique de Saint-Denis, chapelle expiatoire), mais le signe le plus ostensible et le plus populaire de la France restée chrétienne est le Sacré Cœur, récemment achevé. La Gauche a réussi à le « marquer » (au sens footballistique du terme) par l'installation à proximité de la statue du chevalier de La Barre.

L'autre camp, celui de la République, celui de la Gauche en fait, est, à la veille de 1914, à l'apogée de son influence et de sa force d'expression, à en juger par la densité du marquage symbolique de Paris. Le Panthéon n'a jamais été si fréquenté. Les grands monuments laïques et civiques jalonnent l'Est parisien, ceux qui existent encore (Bastille, Nation, République) mais aussi d'autres qui ont disparu depuis (Etienne Dolet à la place Maubert — voir plus loin). La République officielle cependant n'a pas renoncé à occuper le centre de la Capitale (Statue de Gambetta devant le Louvre, Statue de la République devant l'Institut) et, d'autre part, elle ne méconnaît pas et ne méprise pas les grands monuments militaires et patriotiques localisés dans l'Ouest (Invalides, Arc de Triomphe).

L'époque est bien celle où se noue la fameuse cumulation des contrastes (Paris de l'Ouest, Paris de l'Est — quartiers bourgeois, quartiers populaires — votes modérés, votes radicaux — monuments de la Guerre, monuments de la Révolution), mais celle aussi où fleurit le thème barrésien (dont nous retrouverons les récurrences) de la « traversée de Paris », autrement dit de l'union idéale de ces deux pôles. La France et Paris enfin comptent de plus en plus de héros que l'on a jugés dignes de la statue. Il n'y en a même jamais tant eu, et on pourrait les classer, et les enrôler. Cependant, à en juger par leur émergence très loin en tête du recensement des représentations, deux personnages historiques sont en 1914 hors de pair, Jeanne d'Arc et Napoléon. Ils ont quelques traits communs (lien avec la guerre, bien sûr ; figures, destins et caractères personnels d'exception ; capacité enfin d'avoir des admirateurs dans les deux camps, donc d'être virtuellement susceptibles de cultes convergents — traits généralisables, peut-être).

En résumé, la « représentation » idéale (guillemets pour signifier, cette fois, « représentation » au sens figuré ou élargi) est dominée par un mélange tendu de nationalisme et d'humanisme laïque (Gauche), avec pour celui-ci un léger avantage. C'est ce rapport de forces établi après des dizaines d'années de luttes (luttes politiques toujours accompagnées de luttes symboliques) qu'il faudra voir évoluer.

On vient d'exposer un peu longuement la teneur des deux premières leçons, pour donner à travers elles l'idée des thèmes évoqués et du genre d'informations mobilisées. On peut passer plus vite sur celles des leçons suivantes.

La Grande Guerre

On a examiné l'utilisation et l'évolution pendant la guerre des représentations visuelles de la France ; examiné aussi l'évolution, plus connue, et plus proche de l'histoire politique classique, de son identité globale : la France, c'est désormais une République qui diffère de celle d'avant 1914, d'une part parce qu'elle est peu ou moins contestée à droite, d'autre part parce qu'elle est nettement moins anticléricale. Les signes symboliques en sont patents : culte de Jeanne d'Arc, régression à Paris des cultes de l'Est au profit des cultes de l'Ouest (affaire Rouget de l'Isle : désigné pour être transférée au Panthéon, sa dépouille mortelle se retrouve aux Invalides).

La période 1918-1940 (entre les deux guerres) a fait l'objet de trois études, consacrées l'une au Culte des morts et aux monuments aux morts (domaine devenu banal et bien balisé depuis quelques années par d'autres chercheurs, mais auquel nous avons apporté une lecture éclairée par notre connaissance plus spéciale du vocabulaire antérieur de l'iconologie civique), l'autre aux grands actes symboliques publics (l'évolution de la représentation officielle de la France en fait de timbres, monnaies, bustes, médailles parlementaires, — les funérailles nationales — les conflits enfin, affaire de statues contestées,

épisode de la Panthéonisation de Jaurès, etc.), le troisième enfin à l'évolution de « Marianne » dans le dessin de presse, l'affiche, le langage, ...

Il paraît clair qu'une certaine symbolique républicaine, démocratique, civique, patriotique, nettement de gauche à l'origine, a tendu à être investie par la droite, dans la mesure où la gauche tendait elle-même à se redéfinir comme sociale, pacifiste, voire libertaire, et que ce basculement, dont l'aboutissement sous nos yeux est désormais patent, date bien de la Grande Guerre, au moins pour son point de départ et ses premiers indices.

Cette évolution a été pourtant traversée et contrecarrée par *le drame de 1940*.

La Contre Révolution intérieure, que Vichy a associée à l'armistice et à la Collaboration, a brouillé les cartes en effet en renvoyant l'histoire de France à ce qu'elle était trois quarts de siècle plus tôt. En gros, l'acharnement symbolique de Vichy contre la République a eu pour effet de resserrer les liens qui tendaient à se distendre entre celle-ci et les forces populaires, et à interrompre ou retarder, ou masquer pour un temps, la tendance longue à l'investissement conservateur dans la symbolique républicaine.

Mais la politique symbolique de Vichy n'a pas consisté seulement, dans l'ordre matériel, à renouveler les timbres poste et à mener une guerilla clochementerlesque contre les bustes de Marianne ; elle a aussi pris la forme de l'opération de récupération des métaux non ferreux, dont les mobiles initiaux étaient économiques, mais auxquels s'est ajoutée très vite une visée idéologique, réduire, en l'épurant, l'immense parc de monuments de carrefour et de statues de « grands hommes » légué par la Troisième République. Le bilan doit en être complété par celui des régimes suivants, qui ont (très partiellement) rétabli certaines effigies, et se sont gardés d'en rétablir (sélectivement) certaines autres. On a déjà cité le nom de deux personnages hautement symboliques, qui sont alors sortis du paysage parisien, le chevalier de La Barre et Etienne Dolet. A cet égard, le bilan de Vichy est bien cette fois dans le sens de la tendance longue.

Comme on le voit, même dans le domaine symbolique ici envisagé, et que nous savons secondaire et marginal — sinon futile — on retrouve les grands problèmes et les grands débats soulevés par l'histoire « sérieuse » : qu'en est-il de Vichy dans l'histoire de la France ? une parenthèse ? ou l'élément d'une continuité de profondeur ? il y a à coup sûr de quoi alimenter les deux réponses, et il faut assumer cette ambivalence.

La leçon suivante a naturellement porté sur la période 1940-1944 vue du côté *France libre — Résistance — Libération* (l'emploi de la mythologie républicaine — le rajeunissement du souvenir de la Révolution — l'apparition d'un nouvel emblème dans la panoplie symbolique avec la Croix de Lorraine). L'intérêt de la Croix de Lorraine, entre autres, est de confirmer, par un

exemple d'une netteté parfaite, la thèse générale que nous soutenons depuis longtemps à propos de la femme à bonnet phrygien, à savoir polysémie et mutabilité. La Croix de Lorraine est à la fois ou alternativement Résistance patriotique et Gaullisme politique, donc relève à la fois ou alternativement du registre national et du registre partisan.

Enfin une dernière leçon a pu esquisser l'histoire de ces séquences diverses sous la *Quatrième République*.

Les plus intéressantes mutations sont encore à venir. Nous y reviendrons.

II. ENSEIGNEMENTS EXTÉRIEURS

Invité par le Centre d'études doctorales de l'Université de Toulouse le Mirail dans le cadre de sa coopération institutionnelle avec le Collège, nous avons donné deux leçons-conférences, l'une le 8 avril et l'autre le 20 mai. Il s'agissait du même thème, celui de la représentation symbolique de la politique française.

La première leçon en a exposé les grandes lignes et les grands résultats, en reprenant et survolant de plus haut la matière du cours qui est exposé ci-dessus.

La deuxième reprenait la question sous l'angle des problèmes et expériences de la recherche qui avait été mise en œuvre. Qui dit problème et expériences dit souvent difficultés — mais les difficultés sont instructives. Il en est de l'ordre de la *documentation* : où sont les sources, les archives ? et, surtout, lorsqu'il s'agit — ce qui est notre ambition la plus originale — de recenser des objets en place sur le terrain (la France, et ses trente six mille communes) comment constituer les équipes ramifiées, les réseaux d'information, etc. ? Et il est des difficultés qui sont de l'ordre de l'*interprétation* ; rapports entre le génie singulier des artistes et le vocabulaire iconologique reçu en leur temps ? problème de la féminité de la représentation nationale en France : pure convention allégorique ou signification « profonde » ? problème enfin de la place des actes symboliques et de la catégorie du symbolisme dans l'histoire récente ? Comme on le voit, le contenu de la deuxième conférence de Toulouse (destinée par définition à des doctorants) reprenait cette fois non pas la matière de cours donnés au Collège ex cathedra, mais celle d'exposés relevant du Séminaire et progressivement élaborés au cours de diverses séances.

III. SÉMINAIRE

Les séances de séminaire se sont étalées comme celles des cours ex cathedra du 31 janvier au 28 mars puis du 25 avril au 9 mai.

Sous le titre général et permanent de *Recherches comparatives sur les symboles politiques*, elles se sont regroupées en trois centres d'intérêt, l'un concernant directement notre recherche en cours sur l'évolution du symbole féminin de la République en France, les deux autres le rejoignant par proximité ou analogie.

Sur l'histoire récente de « Marianne », nous avons donné l'état de notre recensement des monuments de place publique, avec achèvement de la rationalisation des données descriptives tendant à l'exploitation informatique du fichier (avec le concours décisif de P. Laurens), et recensement des données manquantes restant encore à recueillir, notamment par le concours bénévole de nos auditeurs.

Nous avons analysé quelques péripéties récentes de la perception et de la gestion publique de ce « parc » de monuments (moindre conflictualité politique, tendance à la perception patrimoniale, etc.). Egalement quelques données récentes sur l'usage de cette image, de ce nom et de sa capacité présumée d'évocation et d'attraction dans la publicité commerciale et éditoriale, voire dans les noms d'institutions.

L'histoire des bustes de mairies est plus facile et plus classique et nous l'avons d'ailleurs souvent abordée. Une communication monographique sur un site bien documenté (Azay le Rideau, étude présentée par Monsieur Alain Pauquet) a montré comment la réinstallation solennelle du buste (retiré et caché sous Vichy) en septembre 1944 avait pu constituer la fête principale de la Libération en même temps que la clôture de ces journées d'effervescence.

La popularité du mythe de « Marianne » et sa tendance à glisser du politique au régional et au folklorique a été présentée dans la remarquable séance, illustrée de photographies, consacrée à l'entrée récente et réussie d'une « Marianne » dans la série des géants processionnels de la région du Nord (avec le concours du plasticien concepteur, Monsieur Stéphane Deleurance).

Enfin, plus classique, une étude a été consacrée à ce qui reste de l'utilisation de la figure de la femme à bonnet phrygien par les dessinateurs de la presse politique d'aujourd'hui, principalement Faizant, Chard et Sergueï (diminution globale de l'emploi par rapport à la III^e République, nuances attendues entre les divers auteurs, tendance de la virulence polémique à se circonscrire aux extrêmes). Commentaire mené avec le concours de Monsieur Christian Delporte.

Dans la série d'études sur la symbolique visuelle des Etats voisins, nous avons évoqué cette année les situations allemandes (en présence de notre collègue Gerd Krumeich, par ailleurs invité du Collège pour deux conférences publiques) et la situation italienne, grâce à un exposé de notre collègue Gilles Pécout, maître de conférence à l'E.N.S.

Enfin, sous la rubrique des autres aspects (autres = non féminins, non liés à « Marianne ») de la symbolique politique en France, deux thèmes ont été abordés, celui des nouveaux rituels liés à l'émergence d'un pouvoir présidentiel (exposé de Marc Abeles), — et celui de l'usage politique de la Couleur. Sur ce point, la stimulation actuelle ne venait pas d'un fait politique ou institutionnel nouveau mais de l'apparition d'une œuvre marquante (celle de Michel Pastoureau) consacrée à une histoire systématique de la Couleur sous ses aspects physiologiques, techniques, ethnographiques, artistiques, religieux, etc. Nous avons cherché comment nos observations empiriques sur l'usage des Couleurs et des noms de couleurs dans la politique contemporaine pouvaient s'intégrer dans cette ambitieuse problématique générale. C'est partiellement possible. Ce domaine de réflexion a bénéficié de l'importante contribution, vivante et illustrée de photographies, de Madame Yvette Duval, professeur et artiste peintre, auteur d'une composition à thème tricolore pour le décor d'une mairie de village lorrain.

Avec, au passage, un intéressant aperçu, un de plus, sur les tendances nouvelles de la politique symbolique des municipalités.

IV. PUBLICATIONS

Ont été publiés sous notre signature dans le courant de l'année écoulée deux livres : l'édition corrigée et complétée de *l'Histoire de la Provence* (PUF Que sais-je ?), avec Noël Coulet, et la traduction anglaise de *La République de 1880 à nos jours* (*The french Republic 1879-1992*, Oxford, Blackwell, trad. A. Nevill).

En fait d'articles, nous avons vu paraître « Emile Ollivier et les irréconciliables » dans *Les Républicains sous le Second Empire*, études rassemblées par Leo Hamon, Paris, MSH, — « La Marseillaise dans la politique symbolique de la France » dans *Travaux 1992* de la *Société d'émulation du Jura* (Lons le Saunier) — « L'Europe et Renan » dans *Mémorial Renan*, actes rassemblés par J. Balcou, Paris, Champion — textes de communications déjà mentionnées comme telles dans un rapport d'activité antérieur.

Non encore mentionnés en revanche, ont également paru un chapitre de souvenirs commentés sur le syndicalisme à la rue d'Ulm (« Le syndicalisme dans les hauteurs... ») dans Alain Peyrefitte, *Rue d'Ulm* (édition du Bicentenaire, Fayard) — et une étude « L'enjeu République » dans *L'Affaire Dreyfus et le tournant du siècle*, catalogue de l'Exposition du même nom, (Musée d'histoire contemporaine B.D.I.C.).

Nous ne croyons pas devoir écarter de cette énumération deux articles de réflexion d'actualité politique, qui nous ont été commandés par des organes

de presse de bonne tenue, et dans lesquels nos jugements, évidemment en partie subjectifs, incorporent tout de même une bonne part de réflexion distanciée issue de notre longue spécialisation d'histoire contemporaine. Ainsi « A propos des crises d'identité de la Gauche » dans *Echange et projets*, janvier 1994 et « Faut-il reviser l'histoire de l'antifascisme ? » dans le *Monde diplomatique*, juin 1994.

Enfin, est paru, *préfacé* par nous, *L'apprentissage de l'association*, par Annie Grange, aux éditions de La Mutualité française.

V. CONGRÈS, COLLOQUES, CONFÉRENCES

Nous avons comme chaque année donné des conférences ou interventions diverses, sur des thèmes généraux de notre compétence, dans diverses institutions universitaires ou para-universitaires, à Chantilly (Institut Collégial Européen), Saintes, Le Mans, Saint-Etienne (Colloque Flora Tristan), Limoges (Colloque Pierre Leroux), Nantes, Paris (I.E.P., B.D.I.C., Centre Malher, Institut historique allemand), Nanterre, mais aussi à Berlin (Mission historique française), et à Florence (Institut Universitaire Européen). Inutile de donner plus de détails sur ces activités relevant de la vulgarisation ou de la pédagogie. Deux « missions » officielles (Affaires Etrangères) méritent plus d'attention, l'une à Vienne (Autriche) du 22 au 24 avril 1994 (Colloque international « *Nation et république*, 89-94 ») avec une communication sur la notion de « populisme », et l'autre à Pékin, du 7 au 15 novembre 93 (trois conférences à l'Université Beida, sur « l'historiographie française avant les Annales », « l'historiographie française autour des Annales » (sera publiée en Chine), « les débats d'historiens lors du Bicentenaire » — et contacts avec la section compétente de l'Académie des Sciences) .

VI. DIRECTION DE THÈSES ET DIVERS

Nous avons participé à huit jurys, deux à Paris I concernant des thèses de notre direction (1 doctorat ès lettres ancien régime et 1 nouveau doctorat), et six comme membre du jury (à Paris I, deux fois, et à Paris IV, Lyon II, Toulouse le Mirail et Rouen).

Rien à signaler de nouveau sous la rubrique des sociétés savantes, comités de revues, jurys de prix, et missions diverses, la plus importante étant le Conseil scientifique de la Mission du patrimoine ethnologique (et non du Patrimoine tout court, comme indiqué à tort dans le rapport de l'an dernier).

VII. ARCHIVES

Sur notre demande, le service des Archives du Collège a été soustrait à notre responsabilité et rattaché aux services centraux (Administrateur, Affaires culturelles) de l'établissement.

M.A.